



Syndicat National de l'Enseignement Supérieur

le syndicat de **tous** les enseignants du supérieur

Le SNESUP vient de rendre public un appel à la grève administrative dont les déclinaisons sont appelées à faire sens dans la quasi-totalité des établissements, à partir du lundi 6 octobre (lundi prochain). Ce mouvement s'inscrit dans la durée, il vise à redonner à l'enseignement supérieur les moyens en budget, en postes, en statuts et en démocratie que le gouvernement lui refuse aujourd'hui. Nous espérons nous retrouver en convergence dans l'action.

POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

Appel à un mouvement de longue durée

Le SNESUP soutient sans réserve les actions visant à mettre en échec un traitement bibliométrique plus ou moins automatisé pour évaluer la recherche dans ses dimensions collectives et individuelles.

Mais l'ampleur des dispositifs de démantèlement du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, les atteintes aux libertés scientifiques, obligent de voir en plus grand les modalités d'action auxquelles nous appelons les universitaires. Rétention des évaluations destinées aux agences (ANR et AERES) bien sûr, mais ceci ne concerne pas tous les acteurs pourtant rudement éprouvés par les 900 suppressions d'emplois.

L'alourdissement des conditions de travail, des dispositifs insatisfaisants pour l'aide sociale et pédagogique aux étudiants, le sabotage gouvernemental de la formation des enseignants, fragilisent, malgré l'engagement de tous les personnels, le système public d'enseignement supérieur. Dans ce contexte, l'auto-satisfaction incessante de la ministre, autour d'un pauvre bréviaire de palmarès et de concurrence, crée un véritable malaise.

Pour

- l'abandon des suppressions d'emplois (budgétaires et allocations) et un plan de recrutement fondé sur les besoins par établissement ;
- le maintien des statuts nationaux des enseignants-chercheurs : compensation nationale des réductions de service systématiques pour les nouveaux enseignants-chercheurs ;
- la collégialité : dans des instances majoritairement composées d'élus, avec parité MCF et PR : rôle accru des sections du CNU, abandon des critères exclusivement bibliométriques.

Le SNESUP appelle à une première phase de grève administrative à partir du lundi 6 octobre.

Les modalités proposées : boycott de conseils et instances, blocage des transmissions administratives, report d'examens et de contrôles continus, non affichage des notes, doivent construire une dynamique associant personnels et étudiants pour gagner sur ces indispensables revendications.

Toutes les organisations syndicales et collectifs (SLR, SLU) sont invités à prendre toute leur part dans la réussite de ce début de mouvement qui vise, sur la durée, à infléchir notablement les orientations gouvernementales.